

●●●

Ces groupuscules se rassemblent pour mener leurs actions et se dispersent dans les montagnes ou se terrent dans les centres urbains attendant un autre appel ou récoltent des informations sur les mouvements des services de sécurité ou sur les futurs cibles.

Il est par conséquent très difficile pour les forces de l'ordre de repérer, d'identifier, de poursuivre et d'éliminer des groupes terroristes légers et très mobiles, d'autant que les katibates d'Aqmi n'ayant pas les effectifs nécessaires pour mener des attaques à l'armes, privilégient donc les attentats à l'explosif avec moins de risques, alors que les bombes font plus de victimes et causent plus de dégâts.

Au plan de la motivation idéologique, c'est connu, l'émir des djihadistes n'acquiesce et n'assoit sa légitimité sur le groupe dont il a le commandement que par sa férocité et par le grand nombre de victimes civiles ou militaires qu'il fait dans les rangs de ceux qu'il considère comme ses ennemis. C'est la surenchère macabre.

Les réseaux efficaces de collecte d'informations sont la seule arme fiable contre ces petits groupes mobiles. Or, les aléas d'une politique qui exclut la participation citoyenne dans cette lutte ont tari cette source. C'est le problème que doivent résoudre les autorités sécuritaires qui ont un autre problème à prendre en compte. Il s'agit de l'apparition d'une nouvelle génération de terroristes prêts à tout.

Les recruteurs d'Aqmi ciblent les jeunes marginaux sans formation, psychologiquement et socialement fragilisés pour en faire des kamikazes. Comme nous l'avons vu, la nature des attentats a évolué de façon à faire plus de victimes et plus de dégâts. De la pose de bombes sur les bords des routes que les terroristes font exploser à l'aide un câble électrique relié à une batterie, ces derniers ont innové en 2006 pour passer aux véhicules piégés qu'ils faisaient sauter devant les institutions.

En 2007, ils sont passés aux attentats kamikazes. Ces mêmes attentats passent en 2011 aux doubles attentats kamikazes sur un même lieu (Bordj-Menaïel, Cherchell et la tentative avortée à Thénia). Il y a également l'apparition des kamikazes circulant à pied. Un homme portant une ceinture d'explosifs peut circuler inconnu au milieu de la foule et sans passer par les barrages de contrôle disposant du fameux appareil de détection d'explosifs.

C'est, semble-t-il, la parade mise en place par Aqmi pour contrer le dispositif de contrôle

installé sur les routes. A court terme, il faut malheureusement craindre l'augmentation de ce type de kamikazes.

Pour revenir à ce dispositif de contrôle, fort contraignant pour la population, il donne la nette impression que c'est Aqmi qui a l'initiative sur le terrain plaçant les services de sécurité et les autorités politiques en situation d'assiégés. Ce n'est pas bon politiquement et le moral de la population en prend un coup. C'est ce l'on pourrait constater auprès des citoyens.

Est-ce le temps des discussions ?

Il est évident que l'Algérie est à la croisée des chemins en matière de lutte contre les islamistes armés. Eux sont résolus à détruire l'Etat et la République. Est-il venu le temps des décisions ? La sortie médiatique retentissante du général Maïza serait-elle un préambule préparant d'importantes décisions ? L'opinion publique nationale et étrangère est irritée par cet attentisme des autorités algériennes qui ne déploient pas, selon elles, assez d'efforts pour mettre fin à la nuisance des salafistes.

En matière de décisions, il y a, par exemple, celle qui, par le biais d'un arrêté interministériel daté de 2011, confère à l'ANP l'exclusivité de la gestion de la lutte antiterroriste.

Des confrères, suspicieux, ont vu à travers cette décision une lutte de clans au sommet du pouvoir pour le contrôle des services de sécurité. L'explication est également d'ordre juridique : l'ANP se substitue aux autorités (GN, Police et DRS) ayant eu des prérogatives sécuritaires spéciales attribuées par le biais du décret instaurant l'état d'urgence. On peut également faire une autre lecture à cet arrêté : l'ANP assume désormais seule devant l'opinion publique nationale et internationale, la responsabilité de la lutte contre Aqmi. Elle est, en outre, seule source de directives en la matière. Rien ne justifiera à l'avenir des défaillances.

Sur le terrain, le rappel précipité d'un spécialiste de la lutte antiterroriste à la tête de la police de Boumerdès et la désignation de nouveaux officiers d'unités de l'ANP dans cette région, située entre la Haute-Kabylie et la capitale qu'écument les deux plus importantes katibates d'Aqmi (El Arkam et El Ansars) causant de grandes pertes humaines en se préparant avec rage à commettre des attentats à Alger sont probablement des indices sur le recentrage pour plus d'efficacité de la lutte contre les terroristes. Les prochaines semaines nous éclaireront davantage.

Abachi L.

LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LE TERRORISME APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

L'Algérie en a-t-elle profité ?

L'évolution, positive, de l'attitude de l'Occident et de la communauté internationale en général à l'égard du terrorisme islamiste après les attentats suicides du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis a-t-elle été exploitée comme il se devait par l'Algérie qui comptabilisait alors une décennie de lutte solitaire contre les islamistes armés ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Avant que Ben Laden ne frappe au cœur même de l'Amérique, à travers quatre attentats suicides, dont deux ayant ciblé les tours jumelles du World Trade Center, symbole de la puissance inégalée des Etats-Unis, l'Occident passait le clair de ses interventions à aligner ses objections sur la lutte contre le terrorisme en Algérie.

Alger avait beau aviser sur le caractère transnational de la nébuleuse islamiste, peu, sinon aucune capitale occidentale n'était réceptive à l'alerte. Pis encore, l'Occident, pour des raisons qu'il va falloir cerner un jour, menait tambour résonnant la fameuse campagne du «qui-tue-qui ?» en Algérie.

Cette campagne, franchement hostile, était accompagnée de surcroît par un embargo sur la vente d'armement à l'Algérie. Ce qui gêna énormément la lutte antiterroriste. L'Algérie dut donc faire face seule, une décennie durant, à l'hydre terroriste. Il faut dire qu'en ces temps-là, Al Qaïda n'était pas au menu des chroniques médiatiques et Ben Laden l'ennemi public américain numéro un. Mais à compter du 11 septembre 2001, les Etats-Unis d'Amérique, touchés dans le symbole même de leur puissance, allaient impulser un revirement spectaculaire dans l'attitude occidentale vis-à-vis du terrorisme.

Promptement, ils structurèrent, le conseil de sécurité de l'Onu mis à contribution, la coalition internationale de lutte contre le terrorisme qui, vite, s'était mise à traquer Ben Laden dans les montagnes afghanes. Le monde, depuis, obliqua un regard tout autre sur le phénomène terroriste. Alger ne fut plus abandonnée à son combat solitaire contre le terrorisme. La cause était, sous l'impulsion américaine, devenue internationale. Les objections occidentales sur la lutte algérienne contre le terroris-



Photo : New Press

Recrudescence des attentats terroristes cet été.

me se dissipèrent comme par enchantement. Désormais, le ton était à la coopération internationale dans la lutte contre la nébuleuse Al Qaïda. Aussi Alger, qui n'était plus contrainte au combat solitaire, pouvait asséner le coup de grâce aux groupes islamiques armés. C'aurait été le cas si le pouvoir, incarné alors depuis deux ans par le président Bouteflika, était déjà revenu du tout sécuritaire pour s'engager sur la voie incertaine de la réconciliation nationale.

La mauvaise option, au mauvais moment

C'est au moment où il n'était plus seul à mener le combat que le pouvoir algérien s'était decouvert des élans d'attendrissement envers les terroristes. La réconciliation nationale, démarche à travers laquelle le président Bouteflika marqua ses premiers jours de trône, s'est illustrée d'abord par un ralentissement de la lutte engagée depuis plusieurs années contre le terrorisme, avant qu'elle ne se décline en projet politique. Paradoxe proprement algérien : alors que le monde, éveillé à la terreur terroriste dévastatrice, s'est proposé pour un effort de lutte synergique, le président Bouteflika a choisi, lui, de soumettre le pays à une épreuve à l'issue incertaine.

Dix années après son engagement sur la voie de la réconciliation nationale, l'Algérie ne s'en est toujours pas sortie du cycle de la violence terroriste. Le rétablissement de la paix et de la sécuritaire tant et tant claironné ne s'est pas produit, en dépit des largesses faites aux terroristes repentis dont la plupart ont été amnistiés. La menace terroriste

pèse toujours. En témoigne le récent aveu du Premier ministre Ahmed Ouyahia qui, dans les travers de l'APN, a reconnu que les derniers attentats kamikazes ayant ciblé notamment l'Académie interarmes de Cherchell témoignaient «d'une progression de la destruction terroriste». Il n'y a pas plus franche affirmation pour dire que la voie de la réconciliation nationale suivie s'est soldée par l'échec. Un échec d'autant plus patent puisque Ahmed Ouyahia évoque une progression de la destruction terroriste.

Le Premier ministre n'aurait pas été là à valider l'échec d'une démarche censée faire recouvrer la paix s'il avait prêté attention aux nombreuses voix qui avertissaient sur les risques que revêtait la réconciliation nationale. D'aucuns, en effet, avaient prédit avec force conviction que «la main tendue» de Bouteflika allait non pas dégarner les maquis terroristes mais leur permettre de se restructurer après avoir été traqués dans leurs derniers retranchements à la fin des années 1990. Déduction logique : l'Algérie aurait fort assurément résolu le problème du terrorisme si elle était restée sur l'option du tout sécuritaire. Surtout qu'elle a bénéficié, à partir de septembre 2001, d'un environnement international moins hostile, voire favorable. En effet, après les attentats du 11 septembre, l'Algérie est sortie de son isolement diplomatique mais, mieux encore, le monde affichait son entière disponibilité à la coopération sécuritaire. Aussi l'on peut dire que les attentats kamikazes du World Trade Center ont profité à l'Algérie plus sur les plans politique et démocratique que dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

S. A. I.

BORDJ MENAIEL

Un émir repentí assassiné

Un homme, âgé d'une quarantaine d'années, a été assassiné par un groupe armé qui lui a tendu une embuscade, hier, à Aïn El Hamra, dans le nord de la commune de Bordj-Menaïel (wilaya de Boumerdès).

Le terroriste repentí sortait, selon nos informations, de la mosquée du village où il avait accompli la prière du vendredi et se dirigeait vers son domicile lorsqu'il a été abattu d'une rafale tirée d'un fusil automatique.

Son corps a été transporté à l'hôpital de Bordj-Menaïel. Il s'agit, selon nos sources, de H. Mohamed. Toujours d'après nos sources, H. Mohamed

était «émir» d'un groupe au sein du GSPC et activait dans le mont de Sidi-Ali-Bounab aux alentours de la ville de Bordj-Menaïel. Il s'est repentí à la faveur de la loi portant réconciliation nationale et avait repris son travail de maçon sur des chantiers loin de son village. Il ne venait que les vendredis pour rendre visite à sa famille.

Pour rappel, plusieurs anciens terroristes ont été abattus par leurs anciens compagnons toujours en activité. L'assassinat est, en effet, l'un des moyens de pression qu'utilise Aqmi pour obliger les anciens terroristes à reprendre du service.

A. L.